

# Colloque des 29-30 octobre 2018 : le droit de l'Union européenne sur l'égalité entre les sexes

Le rôle du juge national dans l'application des directives de l'Union européenne sur l'égalité : relation avec les ordres juridiques nationaux et la demande de décision préjudicielle

Alexandre David, conseiller référendaire à la Cour de cassation (France)

## Sommaire

1. Rôle du juge national : assurer le respect du droit de l'Union dans l'interprétation et l'application des Traités

2. Procédure de collaboration entre la Cour de

# Le juge national, garant du respect des Traités : interprétation et application du droit de l'Union

**CJUE (grande chambre), 27 février 2018,  
Associação Sindical dos Juizes Portugueses,  
C-64/16, EU:C:2018:117 (points 30 à 37) :**

31 L'Union est une Union de droit dans laquelle les justiciables ont le droit de contester en justice la légalité de toute décision ou de tout autre acte national relatif à l'application à leur égard d'un acte de l'Union (voir, en ce sens, arrêt du 3 octobre 2013, Inuit Tapiriit Kanatami e.a./Parlement et Conseil, C-583/11 P, EU:C:2013:625, points 91 et 94 ainsi que jurisprudence citée).

## Primauté du droit de l'Union

- CJCE, 15 juillet 1964, Costa c/ Enel, C-6/64
- CJCE, 6 mars 1978, Simmenthal, C-106/77
- CJUE (grande chambre), 19 avril 2016, DI, C-441/14, EU:C:2016:278 :

29 À cet égard, il convient, en premier lieu, de rappeler la jurisprudence constante

# Relevé d'office des dispositions du droit de l'Union

CJUE (grande chambre), 25 novembre 2008,  
Heemskerk et Schaap, C-455/06, EU:C:2008:650

## Effet direct (Traités et règlements)

CJCE, 5 février 1963, Van Gend en Loos, C-26/62

Effet direct horizontal des dispositions de l'article 157 TFUE (ex article 141 CE et article 119 CEE) :  
CJCE, 8 avril 1976, Defrenne, C-43/75

## Principe d'interprétation conforme (directives)

- CJUE (grande chambre), 7 août 2018, Smith, C-122/17, EU:C:2018:631

- CJUE (grande chambre), 19 avril 2016, DI, C-441/14, EU:C:2016:278

32 Certes, la Cour a jugé que le principe d'interprétation conforme du droit national connaît certaines limites. Ainsi, l'obligation pour le juge

# Tempéraments à l'interdiction d'interprétation contra legem du droit national

- Directive invoquée à l'encontre d'un Etat membre ou par des organismes et entités qui sont soumis à l'autorité ou au contrôle de l'État ou qui se sont vu confier par un État membre l'accomplissement d'une mission d'intérêt public et qui, à cette fin, détiennent des pouvoirs exorbitants par rapport à ceux qui résultent des règles applicables dans les relations entre particuliers

- CJUE, 10 octobre 2017, Farrell, C-413/15, EU:C:2017:745, points 32 à 42



# Droit subjectif conféré à un particulier par une disposition de la Charte d'effet horizontal direct

- Article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

- **CJUE, Grande chambre, 15 janvier 2014, Association de médiation sociale, C-176/12, EU:C:2014:2**

47 Il convient de noter, à cet égard, que les circonstances de l'affaire au principal se distinguent de celles ayant donné lieu à l'arrêt Küçükdeveci, précité, dans la mesure où le principe de non-discrimination en fonction de l'âge

## Engagement de la responsabilité de l'Etat

- Possibilité pour le particulier d'engager une action en réparation du préjudice causé par la non-conformité du droit national au droit de l'Union (CJCE, 19 novembre 1991, Francovich , C-6/90 et C-9/90).

# Le juge confronté à la pluralité des normes

- Des normes fondamentales en concurrence ?

Principe d'égalité affirmé par la Constitution, l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux, le droit dérivé, l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales

- Conciliation des principes

Principe égalité hommes femmes vs liberté syndicale ?

# Collaboration entre le juge national et la Cour de justice : la demande de décision préjudicielle

- Maîtrise de la procédure par le juge national :

Saisine de la Cour de justice par un juge

Respect du principe de la contradiction

Obligation de motiver la décision de transmission ou de refus de transmission

# Conditions de fond de la demande de décision préjudicielle

**CJUE, 4 octobre 2018, Commission / France (Précompte mobilier), C-416/17, EU:C:2018:811 :**

108 D'autre part, il y a encore lieu de rappeler que, dans la mesure où il n'existe aucun recours juridictionnel contre la décision d'une juridiction nationale, cette dernière est, en principe, tenue de saisir la Cour au sens de l'article 267, troisième alinéa, TFUE dès lors qu'une question relative à l'interprétation du traité FUE est soulevée devant elle (arrêt du 15 mars 2017, Aquino, C-3/16,

# Contenu de la demande de décision préjudicielle

- Exposé des éléments de fait pertinents
- Enoncé des dispositions de droit interne (texte et jurisprudence) applicables au litige
- Exposé des raisons qui conduisent à interroger la Cour de justice sur l'interprétation de certaines dispositions du droit de l'Union

# Illustration : question préjudicielle relative à l'accord-cadre sur le congé parental

**Soc., 11 juillet 2018, pourvoi n° 16-27.825, en cours de publication, FR:CCASS:2018:SO01290 :**

RENVOIE à la Cour de justice de l'Union européenne les questions suivantes :

1°) la clause 2, § 4 et § 6 de l'accord-cadre sur le congé parental, qui figure en annexe de la directive 96/34/CE du Conseil, du 3 juin 1996, concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES, doit-elle être interprétée en ce sens qu'elle s'oppose à

## Ressources en ligne utiles

- Recommandations à l'attention des juridictions nationales, relatives à l'introduction de procédures préjudicielles (2016/C 439/01), publiées au JOUE du 25 novembre 2016
- Répertoire de jurisprudence de la Cour de justice (site [Curia.europa.eu](http://Curia.europa.eu)), notamment 4.14.01.02 : Égalité entre travailleurs masculins et travailleurs féminins





**Merci pour votre attention !**

